



Lettre de veille du centre de ressources du **CAFOC**



L'essentiel de l'actualité de la formation professionnelle à destination des acteurs du réseau

Du 20 mars 2020 – N°61

Table des matières

ACTUALITÉS.....	2
° Coronavirus.....	2
° Réforme de la formation.....	5
° Apprentissage / Alternance.....	8
° Marché de la formation et de l'emploi.....	9
° Pédagogie.....	13
° Insertion.....	14
° Santé et QVT.....	16
° Régions / Stratégies régionales.....	16
° Europe et international.....	17
° Agenda.....	17
EN BREF.....	17
RESSOURCES.....	18
LES BONNES LECTURES DU CAR.....	19



Apparu en décembre 2019 dans la région de Wuhan en Chine, le coronavirus est arrivé en France fin janvier 2020. L'épidémie s'est étendue progressivement au mois de février, jusqu'à toucher l'ensemble du territoire mi-mars. Pour lutter contre la propagation, le gouvernement prend des mesures, non seulement sur le plan sanitaire, mais aussi en matière de fonctionnement de la vie quotidienne, qui affectent notamment le travail et l'emploi. Le 16 mars 2020, le Président de la République a décidé de prendre des mesures pour réduire à leur plus strict minimum les contacts et les déplacements. Un dispositif de confinement est mis en place sur l'ensemble du territoire à compter du mardi 17 mars à 12h00, pour quinze jours minimum. Les déplacements sont interdits sauf cas exceptionnels et uniquement à condition d'être munis d'une attestation.



ACTUALITÉS

📌 Coronavirus

Toutes les réponses aux questions que vous vous posez sur le Coronavirus COVID-19 :

Le 16 mars 2020, le Président de la République a décidé de prendre des mesures pour **réduire à leur plus strict minimum les contacts et les déplacements**. Un dispositif de confinement est mis en place sur l'ensemble du territoire à compter du mardi 17 mars à 12h00, pour quinze jours minimum. Les déplacements sont interdits sauf dans les cas suivants et uniquement à condition d'être munis d'une attestation pour :

- Se déplacer de son domicile à son lieu de travail dès lors que le télétravail n'est pas possible ;
- Faire ses achats de première nécessité dans les commerces de proximité autorisés ;
- Se rendre auprès d'un professionnel de santé ;
- Se déplacer pour la garde de ses enfants ou pour aider les personnes vulnérables à la stricte condition de respecter les gestes barrières ;
- Faire de l'exercice physique uniquement à titre individuel, autour du domicile et sans aucun rassemblement.

Les deux documents nécessaires pour circuler sont l'[attestation individuelle](#) et l'[attestation de l'employeur](#).

Les infractions à ces règles seront sanctionnées d'une amende de 135 euros. En cas de doute sur ces restrictions de déplacement, vous pouvez consulter les [questions / réponses](#).

[gouvernement.fr, 17/03/2020](https://gouvernement.fr/17/03/2020) ([lien vers la page du site sur le Coronavirus](#))

Centre Info recense et met à jour les **différents documents publiés par les sources officielles** (gouvernement, ministère du Travail) **concernant le Coronavirus et son impact sur l'emploi et la formation professionnelle** [ICI](#).

Les dispositions RH, emploi, formation du projet de loi "d'urgence pour faire face à l'épidémie"

Pas moins de **trois projets de loi** ont été adoptés en Conseil des ministres, mercredi 18 mars 2020, pour donner corps aux mesures de lutte contre l'épidémie de coronavirus annoncées par le gouvernement les jours précédents : [un projet de loi de finances rectificative](#) (PLFR), [un projet de loi organique](#) et [un projet de loi ordinaire "d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19"](#). Assouplissement de l'activité partielle, possibilité d'imposer la prise de congés, dérogation à la durée maximale du travail... Voici les principales dispositions qui concernent le travail, l'emploi et la formation.

Concernant le PLFR, il prévoit une **dégradation significative des finances publiques** et 11,5 Md€ de dépenses exceptionnelles : 8,5 Md€ pour l'activité partielle, 2 Md€ pour des dépenses additionnelles de santé et 1 Md€ pour un fonds d'indemnisation à destination des travailleurs indépendants.

aefinfo.fr, 18/03/2020

Coronavirus – COVID-19 | Questions-réponses du Ministère du Travail

Formation professionnelle des salariés, alternants et personnes en recherche d'emploi

Le ministère du Travail a précisé les règles applicables aux CFA et aux organismes de formation ([consulter le communiqué de presse](#)) et a publié un [questions-réponses Formation professionnelle des salariés, alternants et personnes en recherche d'emploi](#) qui précise les modalités applicables aux organismes de formation.

Mon Compte Formation

Le ministère du Travail a précisé les règles applicables aux CFA et aux organismes de formation ([consulter le communiqué de presse](#)) et a publié un [Questions-réponses Mon Compte Formation](#).

Apprentissage

Le ministère du Travail a précisé les règles applicables aux CFA et aux organismes de formation et a publié un [Questions-réponses Apprentissage](#).

travail-emploi.gouv.fr, 18 et 19/03/2020

Conséquences du Covid 19 sur la formation professionnelle

Dans un contexte de lutte contre la propagation du virus COVID-19, l'accueil en formation par les organismes de formation est suspendu jusqu'à nouvel ordre. Pour autant, le **ministère du Travail et Régions de France invitent à une mobilisation de tous pour que l'activité de formation soit maintenue via le déploiement de modalités de formation à distance** ([lire le communiqué complet](#)). Le type de ressources mobilisables et les accès à ces ressources seront proposés à la fois sur le [site du Ministère du travail](#) et de [Régions de France](#).

Avec le passage au "stade 3" de l'épidémie du Coronavirus, le **secteur de la formation professionnelle s'apprête à connaître un sérieux ralentissement de son activité**. L'État et les collectivités locales ont reconnu le Coronavirus comme un cas de force majeure pour leurs marchés publics. En conséquence, pour tous les marchés publics d'État et des collectivités locales, **les pénalités de retards ne seront pas appliquées**", indique le gouvernement dans [un document](#) publié sur le site [entreprises.gouv.fr](#) le 11 mars 2020.

Plusieurs ministres ont reçu les acteurs économiques nationaux, le 9 mars 2020. "Nous allons mobiliser plus fortement le **FNE-Formation**", a annoncé la ministre du Travail, **Muriel Pénicaud**, à l'issue de la réunion. Dans un [questions-réponses sur le coronavirus](#) publié le 26 février 2020, le gouvernement rappelle qu'"en cas de sous-activité prolongée, voire d'arrêt total de l'activité, **les entreprises peuvent demander à bénéficier du FNE-Formation en lieu et place de l'activité partielle afin d'investir dans les compétences des salariés**".

Les adhérents du **Syndicat national des organismes de formation** (Synofdes) se mobilisent pour assurer la continuité de service à distance. Mais cela suppose des aménagements de la part des financeurs de la formation, estime le président de l'organisation professionnelle. Le Synofdes plaide notamment pour un report des formations sans pénalité ni rupture dans le versement des fonds si elles ne peuvent se dérouler à distance et pour un allègement des modalités de preuve dans le cadre du contrôle de service fait.

La Fédération de la Formation Professionnelle (FFP) a mis un ligne le 15 mars un [nouveau communiqué](#) où elle annonce poursuivre son action pour mettre à disposition du secteur des outils de formation à distance clé en main ; garantir le financement des formations dans le cadre de l'utilisation de solutions distancielles ; appuyer le secteur dans son recours aux dispositifs mis en place par le Gouvernement ; travailler dès à présent au plan de relance de l'économie qui passera nécessairement par un investissement massif dans la formation.

Les entreprises, écoles, centres de formation doivent, de leur côté, **repenser leur modèle, penser télétravail, classes virtuelles et réunions à distance**, afin de protéger la santé de chacun, tout en maintenant l'activité. **Cédric O**, secrétaire d'État au numérique, a lancé le 10 mars sur BFM TV [un appel aux entreprises du numérique](#), pour qu'elles "se mobilisent dans cette crise et qu'elles fassent en sorte de mettre leurs services à disposition, soit de manière gratuite, soit avec des tarifs réduits".

Le **FFFOD** mobilise ses adhérents pour proposer [une boîte à outils de la formation digitale](#) pour le déploiement de formations à distance. Il apporte ainsi sa contribution à l'appel du ministère pour le maintien de l'activité de formation. Les d'experts du FFFOD viendront répondre à vos questions et donner des recommandations sur le déploiement et les bonnes pratiques de la formation à distance lors d'un [webinaire ouvert à tous le 24 mars de 13h-14h40](#).

[aefinfo.fr](#), [l'Aperçu Formation](#), [centre-inffo.fr](#), [travail-emploi.gouv.fr](#) et [fffod.org](#) du 9 au 17/03/2020

Conséquences du Covid 19 sur l'apprentissage

Les mesures exceptionnelles annoncées par le Président de la République relatives au Coronavirus s'appliquent également aux CFA qui, comme les écoles, sont fermés depuis le 16 mars. **Le versement du coût-contrat par les Opcos est maintenu pour ne pas mettre les CFA en difficulté économique**. Pour maintenir la continuité des apprentissages, **les CFA sont invités à mettre en place de la formation à distance et en classes virtuelles**. Les alternants qui ne pourront pas bénéficier de cours à distance devront aller en entreprise.

"Suite aux dispositions prises par le ministère de l'Éducation nationale, **L'Anaf demande au ministère du Travail la mise en place automatique du chômage partiel pour les apprentis mineurs durant leurs périodes de présence en entreprise**", a réclamé l'association dans un communiqué diffusé mardi 17 mars.

[centre-inffo.fr](#) et [aefinfo.fr](#), 16 et 19/03/2020

Conséquences du Covid 19 sur le marché du travail et les entreprises

Selon l'OIT, près de **25 millions d'emplois dans le monde pourraient être perdus à cause du coronavirus.**

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a déclaré, le 13 mars 2020, "Nous devons protéger les travailleurs du chômage et des baisses de revenus. **La Commission est prête à soutenir les États membres, en encourageant, en particulier le chômage partiel, les programmes de perfectionnement et de requalification qui se sont révélés efficaces par le passé.** Outre la mobilisation du FSE, la Commission rappelle également que le Fonds d'ajustement à la mondialisation pourrait "soutenir les travailleurs licenciés" ; 179 M€ sont disponibles pour 2020.

Pour aider les entreprises à traverser la période de turbulences liée à l'épidémie de coronavirus, **le gouvernement déploie un "plan de soutien économique national"**. rappelle le ministre de l'Économie, **Bruno Le Maire**, mardi 17 mars. Le coût global de ce dispositif est estimé à 45 milliards d'euros, dont 8,5 milliards d'euros pour les seules mesures de chômage partiel. Il s'agit seulement d'une "première estimation, qui pourra évoluer en fonction de la durée et de l'application des mesures". Le [projet de décret](#) transmis à la CNNCEFP, lundi 16 mars, "**réforme le dispositif d'activité partielle en prévoyant que l'allocation versée par l'État à l'entreprise est proportionnelle aux revenus des salariés placés en activité partielle, dans la limite d'un plafond de 4,5 Smic**". "Cette modification du mode de calcul de l'allocation d'activité partielle doit permettre de diminuer le reste à charge pour l'entreprise et ainsi permettre aux entreprises d'éviter les licenciements en cas de difficultés économiques".

"3 600 entreprises ont fait la demande de chômage partiel, soit 60 000 salariés", relève **la ministre du Travail**. Elle explique que l'activité partielle constitue "l'outil le plus efficace" pour faire face à la crise du coronavirus et rappelle que le gouvernement n'a "pas de limite budgétaire" pour financer le dispositif. Elle précise que sa priorité "est de protéger l'emploi et les salariés". Muriel Pénicaud indique travailler à des mesures pour soutenir les travailleurs précaires, fragilisés par les effets économiques de l'épidémie de Coronavirus.

Face à la crise du coronavirus, **le service public de l'emploi** (Pôle emploi, missions locales et organismes de placement spécialisés dans l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap) **adapte ses modalités de fonctionnement afin d'assurer la continuité de ses missions**", affirme le ministère du Travail, dans [un communiqué](#) du 15 mars 2020. Des modalités d'accompagnement à distance sont "systématiquement" mises en œuvre. Au sein de Pôle emploi et des missions locales, l'accueil physique est "possible", "prioritairement sur la base de rendez-vous", pour des situations urgentes. Pour le versement des allocations, les usagers ne peuvent pas "être pénalisés" par les difficultés liées à la "crise sanitaire en cours". Par ailleurs, **le secrétariat d'État chargé des personnes handicapées** a communiqué, le 15 mars, sur les **conséquences pour les Esat**. Les Esat doivent dès à présent "**organiser la réduction de leurs activités au strict minimum**", et la fermeture de tous les lieux de restauration ouverts au public.

Le ministère du Travail et le ministère de l'Agriculture ont cosigné, mardi 17 mars 2020, [une instruction](#) précisant les **lignes directrices pour l'action des services de santé au travail**. L'objectif est double : "protéger la santé et la sécurité des travailleurs malgré les ressources réduites des services de santé au travail pendant l'épidémie" et "garantir la continuité de la vie économique de la Nation, notamment en facilitant les embauches dans les secteurs stratégiques".

Le ministère de l'Intérieur a déclaré "que les personnes qui exercent une activité qui les oblige à se déplacer ou à travailler en extérieur, (comme) les chantiers du bâtiment et des travaux publics notamment, doivent la poursuivre." Mais dans quelles conditions de sécurité face à la propagation du Covid-19 ? La **FFB, la Capeb et la FNTP**, dans un **communiqué commun** publié le 17 mars, demandent "instamment" au gouvernement "**d'arrêter temporairement les chantiers**", à l'**exception des interventions urgentes**, et "de (leur) laisser une dizaine de jours pour s'organiser."

"Étroitement corrélé à la conjoncture économique, **le secteur du travail temporaire est violemment frappé par les conséquences de la crise sanitaire du Covid-19**", explique **Prism'emploi**, jeudi 19 mars 2020. "L'estimation d'activité pour la période du 16 au 31 mars accuse une chute de 75 %" par rapport à l'an dernier, alerte la fédération patronale.

La crise sanitaire du COVID-19 impose aux entreprises une réorganisation du travail qui **rend fragile la protection du système d'information face aux menaces ou aux erreurs de traitement numérique**. Le groupement **Hexatrust** se mobilise et met à disposition gratuitement ses solutions. pour permettre le télétravail en toute sécurité.

aefinfo.fr, du 9 au 18/03/2020

Conséquences sur l'éducation

Alarmé par l'ampleur des fermetures d'établissements d'éducation et d'enseignement, l'**Unesco** a annoncé mercredi 18 mars dans [un communiqué](#) le lancement d'une **coalition mondiale pour aider les gouvernements à déployer des systèmes d'apprentissage à distance**.

Alors que l'ensemble des élèves est désormais concerné par les fermetures d'écoles, le spécialiste des usages du numérique dans l'éducation, **Bruno Devauchelle**, rappelle la **fragile « culture de l'enseignement à distance » en France**. La généralisation des mesures de confinement dans les établissements scolaires impose à l'éducation nationale de **relever en peu de temps le défi de l'enseignement à distance**. Or ce dernier, qui oblige les enseignants « à changer la scénarisation de leur cours », a, depuis toujours, du mal à se faire une place dans la culture scolaire française. **Pour le CNED et son avenir, cela va être l'épreuve du feu**. Le service [Ma classe à la maison](#) du Cned destiné à assurer la continuité pédagogique dans un contexte de confinement général "n'a pas rencontré de difficultés de fonctionnement depuis son ouverture", indique le MEN le 17 mars 2020. En revanche, le site cned.fr a connu des "difficultés d'accès" en raison d'un trafic "multiplié par 20" alors qu'il "n'est pas la porte d'accès" au service gratuit ouvert en réponse à la crise du Covid-19. Pour le ministère, "le seul désagrément tient au délai de l'envoi de mail de confirmation de l'inscription", un problème "en cours de résolution".

Face à la sollicitation inédite de ses services de visioconférence **Renaviso** et **Rendez-vous**, dans un contexte de confinement généralisé au territoire national, **Renater** (Réseau national de télécommunications pour la technologie, l'enseignement et la recherche) demande d'éviter l'utilisation de ces 2 outils à des fins d'enseignement à distance.

Le ministère de l'Éducation va créer un **label "nation apprenante" afin de labelliser les contenus éducatifs produits par des chaînes télévisées, des radios publiques et privées**, a annoncé le ministre **Jean-Michel Blanquer** sur France info mercredi 18 mars 2020. Du côté de l'audiovisuel public, seront par exemple concernés France télévision, Arte et Radio France. Pour être labellisés, les contenus, qui sont validés par l'Inspection générale, devront être "non seulement de qualité mais aussi [être] en relation avec les programmes de l'Éducation nationale".

fr.unesco.org, Lemonde.fr et aefinfo.fr et cned.fr, 16 au 19/03/2020

⚙️ Réforme de la formation

[Dossier de 9 pages] La formation professionnelle en plein chambardement

CPF, OPCO, plan de développement des compétences... Après la mise en place de la plupart des outils prévus dans la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel, organismes, salariés, entreprises et partenaires sociaux se préparent à son déploiement. Entre envie de saisir les nouvelles opportunités et craintes suscitées par le changement de paradigme, marque de fabrique de la réforme...

Liaisons sociales 210, mars 2020 ([disponible au CAR et en numérique sur demande](#))

MOOC sur le réforme de la formation professionnelle

Depuis le 5 février 2020, vous pouvez participer à un [Mooc dédié à la réforme de la formation professionnelle](#). Au travers de **3 séquences et d'une cinquantaine d'activités**, vous pourrez vous approprier les principaux points de la loi pour « la liberté de choisir son avenir professionnelle » et leur impact sur les politiques RH des entreprises.

MagRH, 05/02/2020

Deux ans après le Big Bang annoncé de la formation, le pari est-il gagné ?

Le 5 mars 2018, Muriel Pénicaud, dans une conférence de presse qui avait grand bruit, nous annonçait le **Big Bang de la formation**. C'était, coïncidence des calendriers, 4 ans jour pour jour seulement après la promulgation de la loi du 5 mars 2014 instituant le CPF. **Deux ans plus tard, le monde de la formation a-t-il réellement changé ?** Le blog de C Campus propose des réponses [dans cet article](#).

blog-formation-entreprise.fr, 02/03/2020

France compétences

France compétences : conseil d'administration du 6 février 2020

Le dernier conseil d'administration de France compétences qui s'est déroulé le 6 février 2020 a permis aux administrateurs de l'établissement public de valider **le projet de COP** (convention d'objectifs et de performance) qui va être signée avec le ministère du Travail. Ce document "priorités d'action de France compétences pour la période 2020-2022" autour de 4 "**axes stratégiques**" sera complété dans les prochains mois par une annexe précisant l'évolution du budget de fonctionnement prévisionnel de France compétences en intégrant, notamment, **la fusion avec le Centre Inffo**. France compétences a mis en ligne sur son site les délibérations du conseil d'administration :

- [L'approbation de la convention d'objectifs et de performance 2020-2022](#) conclue entre l'Etat et France compétences
- [L'approbation de la convention de partenariat entre France compétences et la Caisse des dépôts et consignations](#) (CDC)
- [L'approbation du Schéma Directeur des Systèmes d'Information](#) (SDSI) de France compétences pour la période 2019-2022
- [La désignation modificative de membres de la commission Evaluation](#)
- [L'attribution de l'accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents](#) n° 2019-12-16 Service de Conseil en Evolution Professionnelle (Sécurisation d'un dispositif)
- [La validation du calendrier et programme de travail](#) des commissions Evaluation, Recommandations et Audit et finances de France compétences pour l'année 2020

francecompetences.fr, 26/02/2020

CPF

Le ministère du Travail précise les règles fiscales et sociales applicables au CPF dans un "questions-réponses"

Le ministère du Travail a mis en ligne, le 21 février 2020, un "[questions-réponses](#)" pour **clarifier un certain nombre de points sur "la fiscalisation et la socialisation" du CPF**. Ce document s'adresse à la fois aux employeurs et aux particuliers. Il précise si le compte personnel de formation est soumis à l'impôt, si les abondements de l'employeur sont soumis aux cotisations sociales et si le coût de formation est, ou non, imputable à la TVA.

aefinfo.fr, 09/03/2020

Les pistes des DRH pour éviter une sous-utilisation du CPF

Un peu plus d'un an après l'adoption de la loi avenir professionnel, les DRH ne savent toujours pas quoi faire du CPF de leurs salariés. "Nous craignons que les salariés n'utilisent pas leur CPF". Le CPF étant individuel, les entreprises ne peuvent par principe l'utiliser pour financer les formations qui les intéressent. Elles doivent donc s'en remettre à "la somme des sagesses individuelles" des salariés, **au risque de ne pouvoir mener une politique de formation cohérente**, comme l'a plusieurs fois souligné l'ANDRH depuis le vote de la réforme.

Mardi 25 février 2020, l'ANDRH a présenté **une enquête sur l'impact de la réforme de l'alternance et de la formation professionnelle** selon laquelle 68 % des DRH estiment bien connaître le CPF, son application mobile et ses mécanismes d'abondement. Toutefois, 75 % d'entre eux n'ont pas prévu à ce jour de mécanisme d'abondement. L'ANDRH lancera avec la Caisse des dépôts en mars ou avril **un tour de France**, qui commencera par la région parisienne.

centre-inffo.fr et aefinfo.fr, 26/02/2020

La loi « avenir professionnel » a multiplié les centres de formation d'apprentis dans les entreprises

La loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel a ouvert la possibilité aux entreprises de créer leur propre CFA. Une soixantaine de sociétés s'en sont emparées, comme le montre, à travers différents exemples, cet article du Monde. « Ces CFA sont une réelle opportunité pour les entreprises qui peuvent adapter les cursus à leurs nouveaux besoins en compétences », explique notamment Yann Bouvier, chargé de mission à la **Fondation innovation pour les apprentissages** (FIPA) qui regroupe 13 entreprises dont Air France, BNP, La Poste, EDF, Total, Veolia, Thales... La fondation va publier **un guide pratique destiné aux employeurs désireux de créer leur CFA d'entreprise**.

lemonde.fr, 04/03/2020 ([article complet disponible sur demande](#))

Qualité de la formation

L'agence **Lucie** propose aux prestataires de formation de valoriser leurs engagements sociétaux à l'aide d'un **label qui s'articule avec la certification Qualiopi**. Le Synofdes a participé aux travaux visant à adapter le label "Lucie 26 000" au référentiel qualité. **Ce référentiel reprend les 7 thématiques de la norme Iso 26 000** en tenant compte des critères du référentiel national qualité issu de la loi "Avenir professionnel". Cette articulation entre les 2 référentiels vise à faciliter les démarches des prestataires souhaitant être certifiés qualité tout en valorisant leurs engagements sociétaux.

centre-inffo.fr, 03/03/2020 ([lien vers l'article complet](#))

Le [Référentiel national qualité](#) a été mis à jour le 28 février dernier, **une plus grande précision est apportée à l'indicateur 2 pour les modalités de calcul du ratio** (CFA).

DEKRA Certification vient d'être ajouté à la **liste des organismes accrédités ou autorisés par le Cofrac** (Comité français d'accréditation), sur la base du référentiel national de certification qualité

Ministère du Travail, 28/02 et 06/03/2020

Certifications

Certifications professionnelles : France compétences publie une note relative à la qualité d'organisme certificateur

Levier stratégique de régulation, le nouveau système des certifications professionnelles continue à se structurer autour de notes de doctrine publiées par **France compétences**. [La dernière](#), en date du 28 février, rappelle les **responsabilités et obligations des organismes certificateurs** et témoigne d'une **exigence renforcée**. Le document détaille les possibilités pour ces organismes de s'organiser en **réseaux de co-certificateurs** ou de procéder à des délégations.

centre-inffo.fr et aefinfo.fr, 02 et 10/03/2020

Nouvelles campagnes d'habilitation pour CléA et CléA numérique

Afin d'assurer une plus large capacité de **déploiement des certificats CléA et CléA numérique sur le territoire**, en articulation notamment avec les nouvelles missions régionales des Transitions Pro pour le certificat CléA, l'association paritaire **Certif Pro** a lancé le 27 février **2 nouvelles campagnes visant à habilitier des organismes évaluateurs supplémentaires**. Les organismes qui souhaitent être habilités pour délivrer CléA et/ou CléA numérique sont invités à renseigner le dossier mis à leur disposition [sur le site](#), rubrique Espace Pro d'ici le 17 avril prochain.

certificat-clea.fr, 04/03/2020

ProA

Les règles de mise en œuvre et de financement de ProA sont précisées par décret

Le [décret n°2020-262](#) du 16 mars 2020 relatif à la mise en œuvre et au financement de la reconversion ou promotion par alternance (ProA), a été publié au JO du 17 mars. Une publication tardive qui intervient près de 7 mois après celle de l'ordonnance n° 2019-861 du 21 août 2019 "visant à assurer la cohérence de diverses dispositions législatives avec la loi [...] du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel" en application de laquelle il est pris.

aefinfo .fr, 17/03/2020

CEP

Une vaste campagne de communication pour promouvoir le conseil en évolution professionnelle

Faire connaître le CEP au grand public, tel est le but de **la campagne de communication** lancée en Île-de-France par l'opérateur **Tingari**, qui a vu les choses en grand : 2000 panneaux d'affichage dans le métro, les gares et les transports franciliens, des visuels A4 dans la presse locale, et enfin un volet internet avec des bannières publicitaires sur les sites affinitaires, des vidéos sur YouTube et les réseaux sociaux.

centre-inffo.fr, 27/02/2020

CPIR / Transition Pro

Transitions Pro : le taux et les conditions de versement des avances par défaut des CPIR aux employeurs est précisé

Depuis le 1^{er} mars 2020, les employeurs de moins de 50 salariés dont un collaborateur s'engage dans un projet de transition professionnelle, peuvent bénéficier d'une avance au titre de sa rémunération de la part de l'association Transitions Pro, ou CPIR, en charge du dossier. Les conditions de cette avance doivent être définies par l'association et l'employeur. En cas d'absence d'accord entre ces deux parties, [un arrêté publié au JO du 29 février](#) détermine le taux et les conditions par défaut de versement de cette avance.

legifrance.gouv.fr, 29/02/2020

Apprentissage / Alternance

Le rattachement des CFA publics aux Greta entraîne des "licenciements et des pressions", selon une intersyndicale

"Pressions", "licenciements inacceptables" ou encore "nouveaux contrats imposés" : c'est ce qui résulterait des **regroupements de CFA publics et de Greta**, selon une intersyndicale de l'Éducation nationale (Snes-FSU, CGT éduc'action, Fnec-FP-FO, Snetaa-FO et Sud). Les organisations, qui craignent un "véritable plan social", ont adressé un **courrier le 4 mars 2020 au ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse**, Jean-Michel Blanquer, dans lequel elles demandent une audience et assurent être prêtes "à s'engager sur le terrain de la mobilisation".

aefinfo.fr, 06/03/2020

Le CSFPT rejette le nouveau projet de décret sur l'apprentissage dans les collectivités

Olivier Dussopt, le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des comptes publics, est venu annoncer lors de la réunion du CSFPT organisée le 26 février, que **la contribution financière du CNFPT à la formation des apprentis territoriaux sera plafonnée à 25 M€ cette année**. Ce montant doit être confirmé par un arrêté interministériel, qui complètera le futur décret sur la participation du CNFPT à l'apprentissage. Lequel décret a été examiné par le **CNFPT** et largement rejeté (aucun vote pour, 9 abstentions dont l'Unsa, 20 défavorables).

aefinfo.fr, 27/02/2020

L'Île-de-France maintient le financement de 18 postes de développeurs de l'apprentissage pour 900 000€ en 2020

Réuni en commission permanente le 4 mars 2020, le conseil régional d'Île-de-France a voté **2 délibérations en matière d'apprentissage**. Elles visent à **maintenir le financement des développeurs de l'apprentissage pour l'année 2020**. Ce maintien se traduit par un financement total de 900 000 euros.

aefinfo.fr, 06/03/2020

[Article de 2 pages] Contrat pro expérimental : un bilan encore modeste

Depuis un an, à titre expérimental, **un contrat de professionnalisation peut être organisé autour d'un parcours ne débouchant pas sur une qualification reconnue**. depuis un an qu'il est déployé, force est de constater que ce nouveau dispositif n'a que très peu fait parler de lui. Les opérateurs de compétences se sont vu confier un rôle central dans la mise en œuvre de ce dispositif. Comment s'en sont-ils emparés ?

Info Formation 984, du 15 au 31 mars ([article complet disponible en papier ou numérique au CAR](#))

Les bonnes pratiques pour déployer une "alternance socio-responsable"

Afnor Spec X50-301, tel est le nom de code d'un [guide publié par l'Afnor](#) et coécrit par le consortium FormALT, qui réunit des acteurs pour la formation et l'emploi en **Auvergne-Rhône-Alpes**. Ce document, optionnel et d'application volontaire, décrit **les bonnes pratiques** que tout acteur peut adopter, en Auvergne-Rhône-Alpes comme ailleurs, en vue du **déploiement d'une "alternance socio-responsable"**.

centre-inffo.fr, 27/02/2020 ([lien vers l'article complet](#))

Marché de la formation et de l'emploi

Les compétences de Jean-Marie Marx réparties entre 2 nouveaux hauts-commissariats dédiés à l'emploi et à la formation

Un "Haut-commissaire à l'inclusion dans l'emploi et à l'engagement des entreprises" et un "Haut-commissaire aux compétences" sont institués auprès de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, à compter du 18 mars. Ces 2 nouvelles institutions sont créées, respectivement, par les [décrets n°2020-265](#) et [n°2020-266](#) publiés au JO du 18 mars. Le 19 mars, **Thibaut Guilluy** est nommé Haut-commissaire à l'inclusion dans l'emploi et à l'engagement des entreprises et **Jean-Marie Marx** Haut-commissaire aux compétences.

aefinfo.fr, 18 et 19/03/2020

Formation professionnelle et comptabilité : ça bouge !

Tout le monde est d'accord : la formation professionnelle est un investissement. Tout le monde, sauf... le service comptabilité ! La formation, jusqu'à présent, reste considérée comme une charge au sens comptable. A défaut d'encourager fiscalement l'investissement formation, **le gouvernement a proposé d'en modifier la nature comptable**. La demande s'est heurtée à la rigueur des experts et des techniciens, mais elle a commencé à faire bouger les lignes.

managementdelaformation.fr, 10/03/2020 ([lien vers l'article complet](#))

Trois préconisations du FFFOD pour assurer la continuité de l'activité de formation

Dans [un communiqué du 19 mars](#), le FFFOD livre 3 préconisations pour maintenir l'activité de formation : 1) l'éventuel surcoût du passage à distance ne doit pas être à la charge des organismes de formation mais, à celle du financeur de la formation. 2) le seul élément de preuve du suivi de la formation demandé doit être une attestation sur l'honneur, fondée sur la confiance.. 3) les organismes de formation continuent de conserver les éléments de traçabilité des formations suivies à distance.

fffod.org, 19/03/2020

Huit Opco et les associations Transitions Pro créent une bourse à l'emploi pour gérer leurs recrutements et départs

Le projet lancé de longue date de créer une bourse à l'emploi sur le champ des organismes gestionnaires de la formation professionnelle va aboutir fin mars 2020. Huit Opco et l'ensemble des associations Transitions Pro se sont inscrits dans cette démarche leur permettant de faire connaître leurs offres d'emploi via cet **outil développé par Altedia-LHH**, qui se connectera sur leurs systèmes de gestion RH. L'enjeu est à la fois de proposer des débouchés aux salariés de ces structures qui voient leurs emplois menacés, mais aussi de générer un vivier de compétences rares.

aefinfo.fr, 06/03/2020

Le commerce de détail joue un "rôle social" pour les non-qualifiés

Le commerce de détail crée des emplois peu qualifiés dans des territoires peu favorisés. Ces deux particularités ressortent d'[une étude](#) commandée par le Conseil du commerce de France (CdCF). Intitulée "**Le commerce de détail, partenaire des territoires**", cette étude a été réalisée par l'économiste et professeur au Cnam **Laurent Davezies**, à partir des données de l'Insee. Elle compare, sur la période 2007-2018 (incluant la crise de 2008-2009), les créations d'emplois salariés du secteur privé à celles du commerce de détail au niveau national et par département.

centre-inffo.fr, 02/03/2020 ([lire le communiqué de presse](#))

[Rapport Igas – Iga] La formation des élus locaux : un système à bout de souffle

Peu d'élus locaux formés et quand c'est le cas principalement dans les grandes collectivités ; des tarifs de formations parfois exorbitants et sans garantie de qualité ; une captation du marché par un nombre réduit d'organismes de formation...[Le rapport conjoint](#) de l'Inspection générale de l'administration (Iga) et de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) n'épargne pas l'organisation de la formation des élus locaux.

centre-inffo.fr et igas.gouv.fr, 09/03/2020

Pôle emploi

« Afin de faciliter le retour à l'emploi des personnes les plus vulnérables et moins qualifiées », **Pôle emploi et la Fédération Française des Groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (Geiq) ont conclu mercredi 11 mars 2020 un accord-cadre national.**

Dans **son rapport annuel**, publié le 25 février 2020, **la Cour des comptes consacre un chapitre aux services numériques de Pôle emploi**. La haute juridiction salue une "transformation stratégique" et "cohérente". "Elle pointe toutefois des points de vigilance : la prise en compte de la "fracture numérique", des "fragilités techniques importantes" et un bilan "décevant" pour l'emploi store. Pôle emploi "partage" la préoccupation des magistrats sur les chômeurs en difficulté avec le numérique et mise sur **le nouveau pack de démarrage** pour y répondre.

Un possible "rendez-vous manqué". C'est ainsi que le médiateur de Pôle emploi, **Jean-Louis Walter**, qualifie l'ouverture depuis le 1^{er} novembre 2019, de l'assurance chômage aux démissionnaires ayant un projet professionnel. Dans [son rapport annuel](#) présenté le 3 mars 2020, le médiateur se montre assez critique sur les modalités d'application de cette nouvelle disposition, 3 ans après avoir appelé à du "pragmatisme dans le traitement des départs volontaires".

"Les employeurs font appel à Pôle emploi dans 4 recrutements sur 10, presque toujours en association avec d'autres canaux de recrutement" tels que les candidatures spontanées, les relations personnelles ou professionnelles ou encore les intermédiaires privés. Dans [une étude publiée le 27 février 2020](#), Pôle emploi fait le point sur les motifs de recours des employeurs à l'opérateur public pour recruter.

"En complément des initiatives déjà prises sur les territoires à destination des demandeurs, et sans s'y substituer, **Pôle emploi délivre aux demandeurs d'emploi éloignés de la technologie et de la culture numérique ayant besoin d'un accompagnement numérique, des chéquiers leur permettant d'accéder à des lieux de médiation numérique qualifiés**", selon [une délibération](#) votée en conseil d'administration de l'opérateur, le 3 mars 2020.

aefinfo.fr, centre-inffo.fr et bo-pole-emploi.org, du 25/02 au 11/03/2020

Actualités des métiers

[Dossier de 4 pages] Les nouveaux métiers du numérique

Ces entreprises ne connaissent pas la crise. Du coup, la demande de forces vives y est importante et nombre de professions y sont "en tension". Ce qui profite aux salariés d'un secteur diversifié et en mutation. L'article propose également un **focus sur 6 professions « d'aujourd'hui et de demain »** : Ux designer, Pentester, Product owner...

01net 925, du 26 février au 10 mars 2020 ([Article et infographie disponible au CAR](#))

Travailleurs des plateformes : Muriel Pénicaud annonce le lancement d'une nouvelle mission

Au lendemain d'un arrêt de la Cour de cassation reconnaissant l'existence d'un contrat de travail entre Uber et un chauffeur de VTC, la ministre du Travail, **Muriel Pénicaud**, annonce, le 5 mars 2020 sur Europe 1, vouloir **lancer une mission "pour inventer des règles qui permettent la liberté et la protection" des travailleurs des plateformes**. Pilotée avec le ministère de l'Économie, elle devra rendre ses conclusions d'ici l'été, confirme le ministère du Travail.

aefinfo.fr, 05/02/2020

Titre professionnel de technicien de traitement des eaux

D'après [l'arrêté du 21 février 2020](#), le titre **professionnel de technicien(ne) de traitement des eaux** est révisé. Il est enregistré dans le RNCP sous le nouvel intitulé de **technicien de traitement des eaux** pour une durée de 5 ans à compter du 7 mars 2020.

centre-inffo.fr, 13/03/2020

EN BREF : Pour répondre aux besoins de recrutement du secteur, des **écoles de boucherie** tentent d'attirer de nouveaux publics, notamment des femmes. L'ENSMV travaille à l'ouverture en septembre 2020 d'une **licence professionnelle boucher manager** ([article complet disponible sur demande](#)).

Actualités des OPCO et des filières professionnelles

Les opérateurs de compétences réinventent leur offre de service

Attendus sur leur capacité à délivrer des services de proximité aux entreprises, les opérateurs de compétences renforcent leurs réseaux de conseillers dans les territoires et déploient des outils innovants. Associé à l'expertise de leurs équipes, le digital constitue un moyen d'enrichir leur offre.

Info Formation 983, du 1^{er} au 14 mars ([disponible en papier ou numérique au CAR](#))

Restructuration des branches : l'objectif fixé en 2016 d'aboutir à 200 conventions collectives en passe d'être atteint

"**Hors branches outre-mer, on arrive à environ 220 conventions collectives**", explique la DGT, le 26 février, à l'occasion d'une matinée de formation sur la restructuration des branches, organisée avec l'Ajis. On atteint **l'objectif fixé dans la loi El Khomri d'août 2016 qui était de parvenir à 200 branches à l'été 2019**. Hors agriculture, au début du processus de restructuration en 2014, environ 690 conventions collectives étaient dénombrées. Une nouvelle phase du chantier devrait prochainement s'ouvrir alors qu'est toujours attendue la publication par le gouvernement du **rapport de Pierre Romain formulant des pistes pour passer sous la barre des 100 branches**.

aefinfo.fr, 26/02/2020

Actualités du secteur agricole

À l'occasion du **Salon de l'agriculture, Ocapiat**, l'opérateur de compétences des secteurs agricole et agroalimentaire, a signé [une convention-cadre de coopération](#) avec le **ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse** et le **ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation**. Conclu le 25 février 2020 pour 3 ans, cet accord définit les engagements d'Ocapiat en matière de promotion des formations et des métiers de la filière et d'amélioration des formations technologiques et professionnelles initiales, notamment l'apprentissage.

Didier Guillaume, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, et **Jean-Michel Blanquer**, ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, ont signé [une convention nationale de partenariat](#) avec l'**Onisep**, « visant à mieux faire connaître l'enseignement agricole et tout particulièrement, améliorer la visibilité de l'offre de formation à la fois auprès des jeunes, des enseignants et des prescripteurs de l'orientation »

A LIRE POUR COMPLÉTER :

[Portrait de l'enseignement agricole - édition 2020](#)

aefinfo.fr, 25 et 28/02/2020 et agriculture.gouv.fr, 25/02/2020

L'Opco des Entreprises de proximité valide ses orientations stratégiques et son règlement intérieur

Jeudi 5 mars 2020, l'**Opco des Entreprises de proximité a validé son règlement intérieur et définit 4 axes stratégiques** : offrir un accès plus large à la formation et à l'alternance pour tous les salariés et futurs salariés des TPME du réseau ; accompagner les individus, les entreprises et les branches dans l'anticipation des mutations de l'emploi, des qualifications et des compétences ; appuyer les entreprises dans leurs efforts d'investissement formation et mettre en œuvre une structuration territoriale au plus près des entreprises et des bassins d'emploi.

aefinfo.fr et info-socialrh.fr, 11 et 16/03/2020

L'Opco Akto lance une campagne de promotion des métiers et formations de l'hôtellerie-restauration

L'opérateur de compétences **Akto**, au travers de son réseau Fafih du nom de l'ancien Opca de l'hôtellerie-restauration, vient de lancer, le 26 février 2020, **une campagne de promotion sur les métiers et formations de ce secteur**. Bâtie autour d'un "large plan média", cette campagne, à travers le site www.metiers-hotel-resto.fr, est construite pour

toucher les jeunes de manière à "les accompagner dans leur choix d'orientation". Elle est également l'occasion pour l'Opco de faire remonter les offres de formation en alternance.

aefinfo.fr, 26/02/2020

Actualités du bâtiment

Sylvie Leyre, ex-DRH France de Schneider Electric aujourd'hui consultante indépendante, **est nommée administratrice provisoire de Constructys**. Il s'agit du choix fait par le ministère du Travail après l'annulation des statuts de l'Opco de la construction par la justice le 4 février 2020. **La DGEFP lui donne jusqu'à la fin du mois d'avril pour négocier la COM**

La VAE est trop peu utilisée dans le secteur du bâtiment. Selon [une étude](#) réalisée pour Constructys et publiée par le Céreq, en 2017, moins de 700 salariés du BTP ont obtenu une certification grâce à la VAE.

Coronavirus : À partir du 19 mars 2020, le **CCCA-BTP mettra à disposition des 330 CFA préparant aux métiers du BTP un carnet de liaison digitalisé et augmenté pour maintenir le lien entre les CFA, apprentis et entreprises**, ainsi qu'une plateforme LMS, pour ceux qui sont en mesure de se saisir technologiquement de cet outil. Pour les autres, le réseau proposera des webinaires, tutoriels, ainsi que des ressources pédagogiques spécifiques aux matières professionnelles.

aefinfo.fr, et centre-inffo.fr, du 28/02 au 19/03/2020

Actualités des entreprises / RH

L'emploi salarié s'accroît de 287 600 en 2019 (Insee), l'emploi intérimaire est en baisse de 2 700 postes (Dares)

Dans [ses statistiques définitives](#), l'Insee revoit fortement à la hausse ses statistiques des créations d'emploi pour le **4^{ème} trimestre 2019**. Au total, sur l'année 2019, il y a eu 287 600 créations nettes d'emploi, contre quelque 160 000 postes supplémentaires en 2018 après le pic de 2017 (+335 600).

"À la fin du 4e trimestre 2019, on dénombre 788 700 intérimaires en France, ce qui représente 3,1 % de l'ensemble des salariés [...]. **Sur un an, l'emploi intérimaire est en légère baisse** [-0,3 % entre fin décembre 2018 et 2019, soit -2 700]", précise la **Dares** dans ses [statistiques trimestrielles](#) publiées mardi 10 mars 2020.

aefinfo.fr, 10/03/2020

[Dossier de plusieurs pages] Vers une généralisation du télétravail ?

S'il est encore trop tôt pour dire si son recours massif, lors des récentes grèves dans les transports et, aujourd'hui, pour limiter la propagation du coronavirus, va permettre d'installer durablement **le télétravail**, ces événements ont néanmoins été l'occasion pour de nombreuses entreprises – et leurs salariés – de l'expérimenter et d'en mesurer les avantages. Après cela, le télétravail pourrait ne plus être seulement perçu, par bon nombre d'employeurs, comme une solution inopinée pour maintenir l'activité en cas de circonstances exceptionnelles, **mais être enfin envisagé comme un élément d'amélioration de la qualité de vie au travail** et un argument de poids pour attirer et **fidéliser les talents**.

Entreprise & Carrières 1472, du 16 au 22 mars 2020 ([articles disponibles en format numérique sur demande](#))

Digital : RH et IA font bon ménage

Du recrutement prédictif à la gestion de carrière personnalisée, **les technologies de l'intelligence artificielle se positionnent sur l'ensemble des process de la fonction RH**. Au-delà de l'effet marketing, revue de détail des apports réels de ces solutions innovantes.

Entreprise & Carrières 1471, du 9 au 15 mars 2020 ([article complet disponible en papier et numérique](#))

EN BREF : Les entreprises de plus de 50 salariés devaient publier **l'Index de l'égalité professionnelle** au 1^{er} mars. Découvrez les premiers [résultats de l'édition 2020](#) // **Le Céreq** a étudié la relation entre la position d'une entreprise dans la chaîne de sous-traitance et l'accès à la formation de ses salariés. Résultat : **Les salariés des sous-traitants sont sous-formés**, relève [l'étude publiée début mars 2020](#) // **Casino** : un accord avec **4 organisations syndicales** vise à accompagner **les effets de l'automatisation des caisses sur les métiers** // **Orange** a choisi de placer le défi des **compétences au cœur de son nouveau plan stratégique « Engage 2025 »**. Le groupe va déployer **l'Afest à grande**

échelle d'ici 2025, lancer des **formations aux soft skills** au sein d'Orange Campus, et **d'ouvrir son propre CFA** ([lien vers le communiqué de presse](#)) // À Blois, la **1^{ère} école française** à proposer une formation complète pour se former au **métier de barbier** a ouvert // **Les laboratoires Boiron** annoncent un **projet de réorganisation comportant 512 suppressions de postes** nettes en France

◦ Pédagogie

[Étude LinkedIn] En 2020, le budget des formations présentielles continuera de baisser au profit du digital learning

LinkedIn learning a publié [un sondage](#), réalisé auprès de plus de 6 000 de ses abonnés de 18 pays dont la France, qui confirme la poursuite du **basculement des budgets formation des cursus en présentiel vers le digital learning**. Ainsi, cette année, pour 59 % des sondés, ces derniers vont augmenter, tandis que 37 % estiment que les crédits accordés aux formats présentiels vont baisser. L'une des priorités stratégiques pour 2020, identifiée par les répondants, est l'évaluation de l'impact des cursus digitaux. Dans ce cadre, les responsables formation ont défini **4 principaux indicateurs de performance pour le digital learning** : le nombre de cours achevés, la satisfaction des apprenants, le temps mensuel de "vidéos visionnés" et le nombre de visites par mois sur la plateforme.

aefinfo.fr, 05/02/2020

Le coaching de formation pour soutenir les apprenants

"Le digital learning, ce n'est pas de l'autoformation ! Se former seul, ça ne marche pas" ! Impossible ne pas injecter de l'humain dans les formations digitales. D'où l'importance du **coach de formation** qui assure le suivi régulier des apprenants. Un métier en plein développement...

Info Formation 984, du 15 au 31 mars ([article complet disponible en papier ou numérique au CAR](#))

5 activités pédagogiques pour promouvoir un apprentissage en profondeur

Lorsque nous enseignons ou formons, nous souhaitons que nos apprenants soient capables d'utiliser ce qu'on leur transmet dans des situations où ils seront face à des problèmes nouveaux, qu'ils n'auront pas vu pendant leur formation. Cette capacité s'appelle **le transfert de connaissance**. Mais **quelles méthodes pédagogiques permettent de développer cette capacité ?** Cet article présente **5 activités pédagogiques** ayant démontré leurs effets positifs sur le développement de la capacité de transfert des apprenants.

innovation-pedagogique.fr, 26/02/2020 ([lien vers l'article complet](#))

Upskilling, reskilling : de quoi parle-t-on ?

A l'heure où surviennent de profondes mutations des modèles économiques et des organisations du travail, « **upskilling** » et « **reskilling** » émergent dans les pratiques RH. Mais comment traduire ces anglicismes ? Et quelle est leur portée opérationnelle ? Des réponses sont apportées dans [cet article](#).

formation-professionnelle.fr, 12/03/2020

Formations et Intelligence Artificielle (IA) : sélections d'articles

[Quelles missions pour les compagnons d'apprentissage grâce à l'IA ?](#)

[De nouveaux compagnons d'apprentissage émergent grâce à l'IA](#)

[3 usages de l'IA appliquée à la formation](#)

[Quand l'intelligence artificielle s'empare de la formation](#)

formation-professionnelle.fr, de janvier à mars 2020

Teach on Mars et Inria nouent un partenariat dans la formation à l'ère de l'intelligence artificielle

Teach on Mars, spécialiste du mobile learning, et **Inria**, l'institut national de recherche dédié aux sciences et technologies du numérique, ont annoncé **la signature d'un partenariat** dont l'objectif est **d'intégrer des "algorithmes intelligents" dans l'offre de formation**. L'accord permet à Teach on Mars de bénéficier de ces algorithmes "créateurs de valeur" développés par Inria et l'institut, de son côté, pourra valider ses travaux sur des données et

environnements réels. L'intégration de l'intelligence artificielle dans l'offre de Teach on Mars doit "rendre les stratégies de formation plus opérationnelles, tout en réduisant le coût des programmes pédagogiques".

centre-inffo.fr, 28/02/2020

◦ Insertion

L'insertion par l'activité économique en 2018

[Dares résultats](#) fait part d'une baisse des embauches contrebalancée par une hausse du temps de travail

Insertion des jeunes

[Rapport] L'objectif assigné par la communauté internationale de réduire le taux de Neet d'ici à 2020 ne sera pas atteint

Le nombre de jeunes Neet dans le monde augmente, selon [le rapport "Tendances mondiales de l'emploi des jeunes"](#), publié par l'OIT, le 9 mars 2020. "Ces tendances impliquent que l'objectif assigné par la communauté internationale de réduire sensiblement le taux de Neet d'ici à 2020 ne sera pas atteint". Le document appelle à moderniser la formation professionnelle qui tend à développer des compétences "plus rapidement obsolètes".

ilo.org et aefinfo.fr, 09 et 11/03/2020

Actualités des Écoles de la 2ème chance

Depuis 2019, les E2C ont accueilli **2 000 décrocheurs mineurs** (16-18 ans). **Une nouveauté qui pourrait inverser la tendance des « sorties positives » des établissements entre emploi et formation.** Ces établissements sont habitués, depuis leur fondation en 1992, à recevoir très majoritairement un public de décrocheurs certes jeunes (18-25 ans), mais majeurs, et à les assister dans le retour vers la vie active.

Entreprise & Carrières 1471, du 9 au 15 mars 2020 ([article complet disponible en papier et numérique](#))

En 2019, **11 nouveaux sites d'É2C ont ouvert.** "Le Réseau compte désormais 133 sites-écoles, implantés dans 12 Régions, 57 départements et quatre ultrapériphériques". En 2020, le réseau poursuit son développement : de nouveaux projets d'Écoles de la deuxième chance sont à l'étude ou en cours d'ouverture, à Nice et Avignon. Ces bons chiffres interviennent alors que l'année 2020 s'ouvre par **un double défi** : préparer le réseau à l'entrée en vigueur de **l'obligation de formation des 16-18 ans** et **respecter les 3 engagements pris par le réseau dans le cadre du PIC.**

aefinfo.fr, et centre-inffo.fr, 27/02 et 11/03/2020

Exemples de POEC comme tremplins vers l'emploi

Face à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée en peinture aéronautique, le **Geiq Industries d'Oc** s'est créé à Toulouse pour **accompagner en quinze mois des 18-26 ans éloignés de l'emploi vers une qualification et un CDI**, via une **POEC renforcée** et un **contrat de professionnalisation.**

Depuis 2016, le **SCO Rugby Club Angers** organise chaque année l'opération "**Un essai transformé pour l'emploi**" : un **programme mêlant pratique sportive et formation visant à l'insertion des jeunes des quartiers défavorisés.** L'opération "Un essai transformé pour l'emploi" prend la forme d'une **POEC** d'une durée de 400 heures.

centre-inffo.fr ([lien vers l'article complet](#)) et Inffo Formation 984, du 15 au 31 mars ([disponible sur demande](#))

Orientation : un rapport appelle à un "Plan d'action jeunesse et ruralités"

La présidente de l'association Chemins d'avenir, **Salomé Berlioux**, a remis au ministre de l'Éducation nationale son [rapport sur l'orientation dans les zones rurales et les petites villes](#). Elle y fait une série de préconisations pour restaurer l'égalité des chances des 10 millions de jeunes vivant dans les territoires éloignés des grandes métropoles.

centre-inffo.fr, 11/03/2020

La Cour des comptes prône des mesures choc pour le lycée professionnel

Dans [un référé rendu public le 12 mars](#), la Cour des comptes déplore les piètres résultats de la voie professionnelle. Pour y remédier, elle recommande notamment le **regroupement des établissements de moins de 500 élèves** et une

fusion des corps éducatifs. Les réformes successives de la voie professionnelle "n'ont pas atteint leur but". Le document dénonce les mauvais résultats d'insertion du lycée professionnel et son coût, de 15 % plus élevé que pour les voies générales et technologiques.

centre-inffo.fr, 16/03/2020

Handicap

Handicap : plusieurs arrêtés précisent les aides attribuées aux entreprises adaptées

Plusieurs arrêtés, publiés au JO du 23 février 2019, concernent les entreprises adaptées. [Le premier](#) fixe les montants des aides financières pour ces entreprises, hors expérimentation. [Le deuxième](#) revalorise le montant de l'aide financière aux entreprises adaptées de travail temporaire et aux EA expérimentant le CDD tremplin. Enfin, [un troisième](#) porte "reconduction unilatérale" de tous les avenants financiers 2019 dans la limite des quatre premiers mois de l'année 2020 pour les entreprises adaptées.

aefinfo.fr, 25/02/2020

"Le chômage des personnes en situation de handicap recule en 2019, pour s'établir à 16 %"

La stratégie "Ensemble, Osons l'emploi" commence "à porter ses fruits", affirme **Sophie Cluzel**, le 9 mars 2020. La secrétaire d'État annonce **une baisse du chômage et une augmentation des entrées en formation pour les personnes en situation de handicap**. Elle intervenait lors de l'inauguration d'un **Café Joyeux**, sur les Champs-Élysées, en présence du président de la République. Les Cafés Joyeux emploient des personnes en situation de handicap mental ou cognitif.

aefinfo.fr, 09/03/2020

Insertion des séniors

[Dossier de 6 pages] Réforme des retraites : Repenser la formation des séniors

Confronté à une pyramide des âges défavorable, à l'indéniable vieillissement de la société et au départ des derniers baby-boomers, **le gouvernement mène une réforme des retraites qui a pour conséquence certaine de rallonger la durée d'activité**. Traditionnellement en France, la politique des DRH a consisté à favoriser des départs anticipés à la retraite et à moins former les personnels "expérimentés". Pour que la révolution culturelle tant attendue se produise, **la formation n'est pas le seul levier à mobiliser**. C'est l'écosystème tout entier qui doit reconsidérer les seniors.

Inffo Formation 984, du 15 au 31 mars ([disponible en papier ou numérique au CAR](#))

Illettrisme et maîtrise de la langue

Apprentissage du français : des actions innovantes pour réussir l'intégration

La Daaen confie au Réseau des Carif-Oref le soin de mettre en visibilité les actions originales issues du guide « **Réussir l'intégration par l'Emploi** ». Un travail entre le Réseau des Carif-Oref (RCO) et la Direction de l'Accueil, de l'Accompagnement des Etrangers et de la Naturalisation (Daaen) permet aujourd'hui de partager l'information sur l'offre de formation liée à ces dispositifs originaux et complémentaires au parcours d'intégration républicaine. Défi métiers a mis en lumière [un nouveau programme en Ile-de-France](#), nouvellement créé parmi les 31 programmes conventionnés liés à l'apprentissage et la maîtrise de la langue. Il comprend, pour l'Ile-de-France, 10 actions et 10 sessions localisées dans les départements Paris (5 actions), de Seine-Saint-Denis (4 actions) et des Yvelines (1 action).

defi-metiers.fr, 10/03/2020 ([lien vers l'article complet](#))

Insertion des détenus

Insertion des détenus : l'agence nationale du TIG souhaite développer l'IAE et les entreprises adaptées en prison

"Avec la DGEFP, nous travaillons à **l'essaimage de l'insertion par l'activité économique**" en prison, affirme **Albin Heuman**, directeur de l'agence nationale du travail d'intérêt général. Il annonce que le dispositif, expérimental, sera pérennisé, lors d'un colloque sur le travail en prison, organisé par l'OIP. **Une expérimentation avec les entreprises**

adaptées va être lancée. Ces initiatives interviennent dans un contexte où le travail est rare : 29 % des détenus y ont accès et les conditions juridiques et matérielles dans lesquelles il s'exerce "alertent" la CGLP, **Adeline Hazan**.

aefinfo.fr, 28/02/2020

◦ **Santé et QVT**

[Article de 4 pages] Burn-out, bore-out, brown-out : les maux de la souffrance au travail

Fortement médiatisés depuis les années 1980, suite aux nombreux suicides chez Renault et France Télécom, **les risques psychosociaux** ont refait parler d'eux en décembre 2019 lors du délibéré du procès France Télécom. Ses dirigeants de l'époque ont été reconnus coupables de complicité de harcèlement moral, et l'entreprise elle-même a été condamnée. Mais depuis les travaux fondateurs de **Marie Pezé**, la connaissance des mécanismes de souffrance au travail s'est affinée. On parle désormais de **burn-out**, mais aussi de **bore-out** et de **brown-out**.

Liaisons sociales 210, mars 2020 ([disponible au CAR et en numérique sur demande](#))

◦ **Régions / Stratégies régionales**

Ile de France

-3/+3 dans l'académie de Versailles : lancement du projet Lily qui vise à mettre en réseau les acteurs de l'orientation

Charline Avenel, rectrice de l'académie de Versailles, et **François Germinet**, président de CY Université ont officiellement lancé le **projet Lyli** (lycée-licence), le 25 février 2020. Le principal objectif du projet est de "mettre en réseau les acteurs de l'orientation dans les territoires" des **académies de Versailles, Mayotte et de La Réunion**. Charline Avenel a présenté d'autres mesures pour l'orientation, comme le déploiement de 240 référents orientation ou l'expérimentation des modules "insertion professionnelle" et "poursuite d'études" en terminale professionnelle dès 2020. Dans l'académie de Versailles, elle couvre 70 établissements répartis dans 12 bassins.

aefinfo.fr, 28/02/2020

La formation professionnelle en Ile-de-France en quelques chiffres

L'Ile-de-France compte plus de 25 000 prestataires de formation (dont plus de 10 000 rien qu'à Paris). Les 20 843 organismes de formation ont reçu près de 13 millions de stagiaires. Le résultat comptable de ces prestataires s'élève à plus de 7 milliards d'euros ce qui représente près de la moitié de l'offre de formation nationale. Les actions de formations sont financées à 58 % par les entreprises et à 19% par les pouvoirs publics. Les organismes ont recours à 420 000 formateurs internes ou externes. 1,5 millions de personnes ont reçu un diplôme ou un titre professionnel. 38 000 bilans de compétences ont été effectuées.

idf.directe.gouv.fr, 28/02/2020 ([lien vers les chiffres complets et détaillés](#))

L'Île-de-France lance un module dédié aux métiers de la restauration et de l'hôtellerie sur sa plateforme linguistique

Neuf mois après avoir lancé [Qioz](#), une **plateforme d'apprentissage des langues en ligne gratuite**, la région Île-de-France l'enrichit d'un **nouveau module dédié aux métiers de la restauration et de l'hôtellerie**. Dans un communiqué, la région rappelle qu'il s'agit de métiers "en tension" pour lesquels "la maîtrise d'une langue étrangère est indispensable". Disponible en anglais, espagnol, allemand et FLE, ce module comprend notamment des mises en situation professionnelle et un dictionnaire lié à chacun des métiers (réceptionniste, maître d'hôtel, serveur...).

aefinfo.fr, 25/02/2020

Agriculture 2020 : favoriser la formation et l'installation des exploitants

Face à une population d'agriculteurs vieillissante, la Région mise sur la formation et le soutien à l'installation pour susciter des vocations en agriculture, en ciblant les jeunes tout comme des Franciliens en voie de reconversion

professionnelle. La Région a financé la création du site deveniragriculteuridf.fr géré par le réseau Jeunes agriculteurs d'Île-de-France et destiné à faire la promotion de leur métier.

iledefrance.fr, 19/02/2020 ([lien vers l'article complet](#))

EN BREF : La Région Île-de-France va participer à l'opération "Du stade vers l'emploi 2024" afin d'aider les jeunes franciliens à trouver un emploi via des **job dating autour de pistes d'athlétisme**.

◦ Europe et international

Erasmus+ a lancé le projet « Career Skills »

Le Réseau international des Cités des métiers participe au projet Erasmus+, "[Career Skills](#)" lancé en décembre 2019. **L'objectif est de créer un "guichet unique" en ligne, présent à l'échelle européenne pour répondre aux besoins des professionnels de l'orientation professionnelle, des acteurs politiques et des usagers.** En dernière page de la [newsletter](#) que vient de lancer l'équipe projet, se trouve un lien vers une enquête qui servira au développement d'une plateforme européenne regroupant les acteurs et experts de l'orientation professionnelle.

L'Aperçu Formation, 17/03/2020

La France va verser 90 millions d'euros pour la future Académie de l'OMS

Le gouvernement a annoncé le 26 février 2020 que **la France va soutenir à hauteur de 90 millions d'euros la future Académie de l'OMS** (Organisation mondiale de la santé), **qui s'implantera dans le Biodistrict Lyon-Gerland à l'horizon 2023.** L'État va injecter 30 millions d'euros, tout comme les collectivités. Le dernier tiers sera financé par le secteur privé. L'académie dispensera des formations continues multilingues aux cadres de santé à l'échelle mondiale. Elle réunira des compétences dans les domaines des sciences de l'éducation et des sciences comportementales et sera dotée de technologies pédagogiques de pointe comme l'intelligence artificielle.

aefinfo.fr, 04/03/2020

◦ Agenda

Webconférence le 24 mars de 13h à 14h30



Le ministère du travail appelle à une mobilisation de tous pour que l'activité de formation soit maintenue via le déploiement à distance, par la mise à disposition d'outils et contenus pédagogiques. **Pour répondre à cet appel, une dizaine d'experts du FFPD viendront répondre à vos questions, donner des recommandations et des éclairages sur le déploiement et les bonnes pratiques de la formation à distance lors d'un webinaire ouvert à tous.**

[Accéder au webinaire](#)



EN BREF

Topformation a mis en ligne des [statistiques consacrées aux femmes et à la formation professionnelle](#). Ces chiffres montrent que **les femmes ont moins accès à la formation professionnelle que les hommes** // **Worldskills France** et **Renault Trucks** sont officiellement **partenaires en vue des Olympiades des métiers de 2023** // **Nominations : Fiona Lazaar** est nommée **présidente du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE)** / **Lionel Lemaire** est le **1^{er} directeur de Transitions Pro Grand Est** / **Christophe Meyruey**, délégué général de l'UIMM en Midi-Pyrénées étend son périmètre aux 4 unions du territoire en devenant **délégué général de l'Occitanie / Région académique Hauts-de-France** : **Dominique Lévêque** est nommée **Draio**, **Marc Geronimi Drapic** / **Loïc Hirrien** est réélu **président de la FFP Bretagne** / **Jean-Pierre Mollet** est le nouveau **président de la FFP Hauts-de-France** / **Valérie Javelle** est réélue à la **présidence de la FFP en Auvergne-Rhône-Alpes** / L'ancienne haut-commissaire à la transformation des compétences **Estelle Sauvat** est nommée **directrice générale d'Alpha** / **Jean-Marie Simon** est élu **président de la FFP Pays-de-la-Loire**

RESSOURCES

[Dossier documentaire] Mises à jour des dossiers documentaires de Centre Inffo

Le Centre Inffo publie la mise à jour de deux dossiers documentaires : « [L'action de formation en situation de travail - Afest](#) » et « [Structurer vos certifications en blocs de compétences : une nécessité](#) »

Centre Inffo, janvier et février 2020

[Étude] Repères pour l'amélioration de la qualité en formation professionnelle

La majorité des pays d'Afrique ont manifesté leur volonté de **rénover leurs dispositifs de formation professionnelle et d'enseignement supérieur** afin de tendre vers un pilotage de l'offre de formation par la demande économique et une meilleure insertion des jeunes sur le marché du travail. **L'Agence française du développement** a engagé [une étude sur ce sujet](#) avec le concours du **Céreq** pour identifier les problématiques et les pistes d'action rencontrées dans ces pays .

Céreq, février 2020.- 54 p.

[Étude] La formation en entreprise : les défis à relever

[Cette enquête](#) consacrée aux défis à relever dans la formation en entreprise a été réalisée par l'**Institut Mines-Télécom** dans le prolongement de sa participation au projet "**Osons l'industrie du futur**" piloté par l'**Alliance industrie du futur**. Elle aborde les thèmes de **l'évolution des métiers et des compétences** et comment s'y préparer **à travers la formation**.

imt.fr, 14/01/2020

[Étude] cartographie des emplois directement mobilisés par l'organisation des JO Paris 2024

Pour la première fois dans l'organisation d'un grand événement sportif international, **le comité d'organisation de Paris 2024** a lancé, en lien avec la **SOLIDEO** et les maîtres d'ouvrages, [une étude](#) pour identifier précisément les emplois et les formations qui seront nécessaires à la préparation des **Jeux Olympiques 2024**.

paris2024.org, Mars 2019 ([lien vers le Dossier de presse](#))

[Etude Dares] Les services à la personne en 2018

La Dares a publié [une étude intitulée « Les services à la personne en 2018 : légère baisse de l'activité, hausse du recours aux organismes prestataires »](#). En 2018, l'activité dans les services à la personne diminue légèrement. Les particuliers ont eu recours à 863 200 intervenants au 2e trimestre 2018, un effectif en baisse par rapport au 2e trimestre 2017. Les organismes prestataires ont employé près de 450 100 intervenants, une hausse de 1,9 %.

Dares, février 2020

[Colloque, Étude] Comment faciliter l'accès à la formation professionnelle ?

Le **CESER Pays de la Loire** a réuni le 13 février dernier, plus de 100 acteurs et partenaires de l'accompagnement, de la formation professionnelle et de l'insertion. Outre la restitution de [l'étude "Comment faciliter l'accès à la formation professionnelle ?"](#), l'objectif de ce colloque était de partager les préconisations du CESER permettant de faciliter l'accès de tous les publics à la formation professionnelle et de prioriser les actions à engager.

[Voir la vidéo de restitution du colloque](#) et [Voir la vidéo « Paroles d'experts de la formation »](#)

Newsletter du Ceser Pays de la Loire, mars 2020

[Note d'information] du Cedefop

Le CEDEFOP a publié [une note d'information](#) décrivant ses réalisations en 2019 et ses activités programmées en 2020 : « **Vers de nouveaux horizons : l'enseignement et la formation professionnels en pleine mutation** ».

cedefop.europa.eu, février 2020

[Rapport] Attractivité des métiers, attractivité des territoires : des défis pour l'industrie

Aujourd'hui, l'industrie se recompose sur les territoires, mais un goulot d'étranglement s'est créé qui freine sa croissance et sa modernisation : les emplois en tension, voire en pénurie. Ces tensions soulèvent des questions d'attractivité des métiers et des territoires. Avec ce 3^{ème} volet d'un cycle de travaux engagé en 2017 sur le thème de l'industrie du futur, c'est tout le système de l'emploi industriel, avec son image aux multiples facettes, qui est questionné dans [ce nouveau rapport](#) de l'Académie des technologies.

academie-technologies.fr, 10/01/2020 ([lien vers la page des publications de l'académie](#))

[Guide LMS & MOOC] : comment choisir sa plateforme ? Edition 2020

Le Forum des acteurs de la formation digitale (FFFOD) a publié l'édition 2020 de son guide « LMS – Comment choisir sa plateforme ? ». [Cette édition](#) propose notamment un focus sur la place des LMS dans les Afest.

fffod, janvier 2020

[Périodique] Mag RH : la revue trimestrielle gratuite de l'association « Reconquête RH »

Revue trimestrielle et gratuite.

[MAG RH n°8](#) (novembre 2019) : RSE : Réalités Sociales Élargies – 15 questions sur la RSE (212 p.)

[MAG RH n°9](#) (février 2020) : EdTech : la formation vers les étoiles ? (256 p.)

Reconquête RH ([Accéder à la page de téléchargement des Mag RH](#))

Le baromètre annuel du Garf

Réseau national de professionnels avec 700 entreprises adhérentes, le Garf (Groupement des acteurs et responsables de formation) représente l'ensemble des fonctions et segments de la formation-développement des compétences en entreprise, avec le concours de DRH, d'universitaires, de consultants et d'experts des Opca. Son "Baromètre" annuel vient de paraître. [Télécharger l'infographie](#)

centre-inffo.fr



LES BONNES LECTURES DU CAR

Management des organisations : théories, concepts, performances (5^{ème} édition)

Plane, Jean-Michel, Parisakouf (Hauts-de-Seine) : Dunod, 17/04/2019



Présentation du management des hommes et des structures dans les entreprises aujourd'hui. L'approche est transversale car tenant compte des grandes mutations : la mondialisation, la financiarisation, la révolution numérique et les transformations du travail. Avec des cas d'application. À jour des derniers développements tels que la théorie du leadership visionnaire ou de l'entreprise libérée

[Lien vers la notice](#)

Directeur de la publication : Gérard Puigdemont *Délégué académique à la formation continue.*

Responsable de la rédaction : Muriel Lajugie-Liondor *Responsable du CAFOC.* **Rédaction** : Amandine Vigne *Documentaliste au Centre académique de ressources (CAR).* **Avec la collaboration de** : Elsa Matilla *Chargée de mission ingénierie pédagogique et usages du numérique.* **Graphisme et mise en page** : Micheline Montout *Chargée de communication,* Lionel Garcia *Graphiste.*



amandine.vigne@ac-versailles.fr

Lettre optimisée pour une lecture sur écran, au format pdf et contenant des liens hypertextes.
Afin de contribuer au respect de l'environnement, merci de n'imprimer que si nécessaire.